

## Perspectives Politiques et Économiques sur la ZLECAF : Un Avenir pour l'Intégration Africaine

### Political and Economic Perspectives on the AfCFTA: A Future for African Integration

**El Hassane GATRA, (*Professeur agrégé, Doctorant*)**

*Laboratoire, d'Economie et Management des Organisations*

*Faculté d'Economie et de Gestion Kenitra*

*Université Ibn Tofail Kenitra, Maroc*

**Omar KHARBOUCH, (*Professeur de l'enseignement supérieur*)**

*Laboratoire, d'Economie et Management des Organisations*

*Faculté d'Economie et de Gestion Kenitra*

*Université Ibn Tofail Kenitra, Maroc*

|                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|-------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Adresse de correspondance :</b>  | Faculté d'Economie et de Gestion<br>2010 Campus universitaire Kénitra Maroc<br>Université Ibn Tofail, Maroc (Kenitra), 14000<br>+212 5 37 32 92 18                                                                                                                                                                                             |
| <b>Déclaration de divulgation :</b> | Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.                                                                                                                                                                     |
| <b>Conflit d'intérêts :</b>         | Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Citer cet article</b>            | GATRA, E. H., & KHARBOUCH, O. (2024). Perspectives Politiques et Économiques sur la ZLECAF : Un Avenir pour l'Intégration Africaine. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 5(6), 634-654.<br><a href="https://doi.org/10.5281/zenodo.12599131">https://doi.org/10.5281/zenodo.12599131</a> |
| <b>Licence</b>                      | <b>Cet article est publié en open Access sous licence<br/>CC BY-NC-ND</b>                                                                                                                                                                                                                                                                      |

*Received: May 28, 2024*

*Accepted: June 28, 2024*

**International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME**

**ISSN: 2658-8455**

**Volume 5, Issue 6 (2024)**

## **Perspectives Politiques et Économiques sur la ZLECAF : Un Avenir pour l'Intégration Africaine**

### **Résumé :**

L'inauguration de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) a marqué un tournant décisif pour l'intégration économique et politique de l'Afrique, offrant un nouveau cadre pour remodeler les relations commerciales et renforcer la coopération régionale dans une ère de mondialisation accélérée. Cet article théorique vise à analyser l'impact et l'importance de la ZLECAF dans le contexte de la mondialisation et de l'intégration africaine, en évaluant ses implications politiques et économiques à travers une analyse complète des défis et opportunités qu'elle présente.

L'objectif de cet article est d'examiner comment la ZLECAF, en tant que projet panafricain, peut stimuler le commerce intra-africain, promouvoir une croissance économique durable et renforcer la stabilité politique sur le continent. L'étude adopte une méthodologie basée sur l'analyse théorique des données existantes, des projections économiques et des politiques commerciales pour explorer les dimensions multiples de la ZLECAF.

Les résultats révèlent que la ZLECAF a le potentiel de redéfinir le paysage économique africain en facilitant le commerce, en harmonisant les réglementations et en créant un marché unique pour les biens et les services. Par exemple, selon la Banque mondiale, la mise en œuvre complète de la ZLECAF pourrait augmenter le revenu réel de l'Afrique de 7 % ou de 450 milliards de dollars d'ici 2035. Cependant, la réalisation de ces objectifs est soumise à des défis significatifs, notamment la nécessité d'une infrastructure adéquate, d'une gouvernance efficace et d'une coordination politique entre les États membres.

L'article met en lumière les implications pratiques de la ZLECAF pour les décideurs politiques, les communautés commerciales et les institutions financières, en soulignant l'importance de l'engagement stratégique et de la mise en œuvre coordonnée. En outre, il souligne l'originalité et la valeur de la ZLECAF en tant qu'initiative unique pour l'intégration économique régionale, en proposant des recommandations pour surmonter les obstacles et maximiser les bénéfices de l'intégration.

**Mots clés :** ZLECAF, intégration africaine, mondialisation, développement économique, politique commerciale

**Classification JEL:** F15, O55, P45

**Type de l'article :** Article théorique

### **Abstract:**

The inauguration of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) signified a pivotal moment for Africa's economic and political integration, establishing a new paradigm for reshaping trade relations and reinforcing regional cooperation in an era of rapid globalization. This theoretical article aims to analyze the impact and significance of the AfCFTA within the context of globalization and African integration, assessing its political and economic implications through a comprehensive exploration of the challenges and opportunities it presents.

The objective of this article is to examine how the AfCFTA, as a pan-African initiative, can boost intra-African trade, foster sustainable economic growth, and strengthen political stability across the continent. The study adopts a theoretical methodology based on the analysis of existing data, economic projections, and trade policies to explore the multifaceted dimensions of the AfCFTA.

Findings indicate that the AfCFTA holds the potential to redefine the African economic landscape by facilitating trade, harmonizing regulations, and creating a single market for goods and services. For instance, according to the World Bank, the full implementation of the AfCFTA could increase Africa's real income by 7% or \$450 billion by 2035. However, achieving these objectives faces significant challenges, including the need for adequate infrastructure, effective governance, and political coordination among member states.

The article highlights the practical implications of the AfCFTA for policymakers, business communities, and financial institutions, emphasizing the importance of strategic engagement and coordinated implementation. Furthermore, it underscores the originality and value of the AfCFTA as a unique initiative for regional economic integration, proposing recommendations to overcome hurdles and maximize the benefits of integration.

**Keywords:** AfCFTA, African integration, globalization, Economic development, trade policy

**JEL Classification:** F15, O55, P45

**Paper type:** Theoretical Research

## 1. Introduction

La création de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) marque une étape cruciale pour le continent africain, témoignant de la détermination collective à promouvoir l'intégration économique comme levier de développement et de prospérité. En englobant plus d'un milliard de personnes dans un marché unique, la ZLECAF ambitionne de dynamiser le commerce intra-africain, de favoriser une croissance économique durable et de renforcer la stabilité politique à travers l'Afrique. Les objectifs fondamentaux de la ZLECAF sont d'accroître de manière significative le commerce intra-africain, d'harmoniser les réglementations commerciales et de créer un environnement propice à une croissance économique soutenue et inclusive. La Banque mondiale estime que la mise en œuvre complète de la ZLECAF pourrait augmenter le revenu réel de l'Afrique de 7 % ou de 450 milliards de dollars d'ici 2035 (World Bank, 2020). De plus, l'intégration économique peut jouer un rôle essentiel dans la réduction des conflits et la promotion de la stabilité politique, les nations économiquement interconnectées ayant moins de chances de s'engager dans des conflits (Adebajo, 2014).

Dans un contexte mondial caractérisé par des dynamiques commerciales complexes et des défis de développement persistants, la ZLECAF se présente comme une réponse ambitieuse aux besoins spécifiques du continent africain. La mondialisation a souvent exacerbé les vulnérabilités des économies africaines, les rendant dépendantes des fluctuations des marchés mondiaux et des prix des matières premières. En créant un marché intégré, la ZLECAF offre une opportunité de transformer cette dynamique, en consolidant un marché interne robuste capable de résister aux chocs économiques externes tout en stimulant la croissance interne.

Cet article se propose de décomposer les multiples dimensions de la ZLECAF, en évaluant son origine, ses objectifs stratégiques et sa portée envisagée. À travers une analyse approfondie, nous examinerons l'importance de cette initiative dans le cadre plus large de la mondialisation et de l'intégration africaine, mettant en lumière les opportunités qu'elle présente ainsi que les défis qu'elle doit relever. L'objectif est de fournir une compréhension nuancée de la manière dont la ZLECAF pourrait redéfinir le paysage économique africain, tout en contribuant à une intégration régionale plus cohésive et durable.

En articulant une perspective multidisciplinaire, cet article entend dépasser une simple analyse économique pour englober les implications politiques et sociales de la ZLECAF. Par ce biais, nous aspirons à offrir un aperçu complet de cette initiative phare, soulignant son potentiel transformationnel pour l'Afrique et ses habitants. La discussion est structurée autour de trois axes principaux : les implications politiques de la ZLECAF, ses répercussions économiques sur le continent et, enfin, les perspectives qu'elle ouvre pour l'intégration africaine.

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF), établie en mars 2018, incarne une étape révolutionnaire dans le cheminement de l'intégration économique africaine. Sa genèse est le résultat d'une vision collective des nations africaines, sous la direction de l'Union Africaine (UA), visant à transcender les frontières économiques héritées du colonialisme et à répondre aux impératifs de la mondialisation. Comme a déclaré Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'UA, "La ZLECAF est un projet clé de l'Agenda 2063, destiné à réaliser le rêve d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique" (Mahamat, 2018)<sup>1</sup>.

La ZLECAF est née d'un consensus politique fort, matérialisé lors du 18<sup>ème</sup> sommet de l'UA en 2012, où les dirigeants africains ont adopté la décision de créer un marché continental unique pour les biens et les services, avec libre circulation des personnes et des capitaux, facilitant ainsi l'intégration économique et le développement industriel à travers l'Afrique (Commission Européenne, 2019). Cette initiative s'inspire de modèles d'intégration régionale réussis, tels que

---

<sup>1</sup> Mahamat, M. F. (2018). Discours d'ouverture lors du sommet de lancement de la ZLECAF.

l'Union Européenne (UE) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui ont démontré les avantages économiques d'une intégration profonde (North American Free Trade Agreement, 1994).

L'objectif principal de la ZLECAF est de consolider un marché africain de plus de 1,3 milliard de personnes, avec un PIB combiné dépassant 3,4 trillions de dollars US (World Bank, 2020). Cette initiative vise à augmenter significativement le commerce intra-africain par la suppression des droits de douane sur 90 % des produits, à éliminer les barrières non tarifaires et à faciliter le commerce des services. En essence, la ZLECAF aspire à créer les conditions propices pour une croissance économique soutenue, une diversification industrielle et un développement économique inclusif (UNECA, 2018).

La portée de la ZLECAF dépasse le cadre du commerce et de l'économie ; elle touche également à des dimensions politiques, sociales et environnementales, reconnaissant que le commerce peut être un moteur puissant pour le développement économique (African Union Commission, 2015). Par conséquent, la ZLECAF s'inscrit dans une stratégie globale visant non seulement à accroître le commerce intra-africain, mais aussi à renforcer la compétitivité des économies africaines sur le marché mondial, tout en promouvant l'intégration régionale et continentale.

Des initiatives réussies dans d'autres régions du monde offrent des leçons précieuses pour la mise en œuvre de la ZLECAF. Par exemple, l'Union Européenne a réussi à créer un marché unique et une union douanière, augmentant ainsi le commerce intra-européen et stimulant la croissance économique des pays membres. De même, l'ALENA a favorisé l'intégration économique entre les États-Unis, le Canada et le Mexique, augmentant les échanges et renforçant les chaînes de valeur régionales. Ces exemples montrent que, malgré les défis, une coopération politique et économique renforcée peut conduire à des bénéfices significatifs pour les États membres.

La mise en œuvre de la ZLECAF présente cependant des défis substantiels, allant des disparités de développement économique entre les pays membres, à l'harmonisation des politiques commerciales, en passant par le renforcement des infrastructures et des capacités de production. Ces défis nécessitent une coordination et une coopération politiques renforcées, ainsi qu'un engagement continu envers les réformes structurelles et institutionnelles.

La ZLECAF se positionne comme un jalon historique vers la réalisation de l'unité économique africaine, reflétant l'ambition du continent de forger son propre chemin dans le contexte de l'économie mondialisée. Son succès ne dépendra pas seulement de l'engagement politique des États membres, mais aussi de la capacité collective à mettre en œuvre des politiques qui répondent aux besoins économiques, sociaux et environnementaux de l'Afrique. Comme le souligne Vera Songwe, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, "La ZLECAF est une opportunité pour l'Afrique de construire un marché intégré qui puisse rivaliser avec les autres grandes régions économiques du monde" (Songwe, 2019).

La création de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) intervient dans un contexte de mondialisation où les dynamiques économiques internationales se caractérisent par une interdépendance croissante entre les nations. Pour l'Afrique, souvent perçue comme périphérique dans les échanges économiques mondiaux, la ZLECAF représente une initiative stratégique visant à rééquilibrer les relations économiques mondiales en consolidant un marché interne robuste. La mondialisation a souvent exacerbé les vulnérabilités des économies africaines, les rendant dépendantes des fluctuations des marchés mondiaux et des prix des matières premières. La ZLECAF offre une opportunité de transformer cette dynamique en créant un marché unique qui peut résister aux chocs économiques externes tout en stimulant la croissance interne.

L'importance de la ZLECAF dans ce contexte se manifeste à plusieurs niveaux. Premièrement, elle vise à accroître le commerce intra-africain, qui reste à un niveau faible comparé aux autres

régions du monde. Selon la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), le commerce intra-africain représentait seulement 16,6 % des exportations totales de l'Afrique en 2017, contre 68 % en Europe et 59 % en Asie (CNUCED, 2018).

Deuxièmement, la ZLECAF joue un rôle essentiel dans l'intégration économique régionale, un pilier de la stratégie de développement de l'Afrique. L'intégration économique permet aux pays africains de réaliser d'économies d'échelle, de créer des chaînes de valeur régionales et de renforcer leur positionnement dans les chaînes de valeur mondiales. Les économies d'échelle résultent de la consolidation des marchés, permettant aux entreprises africaines de réduire les coûts de production et de devenir plus compétitives à l'échelle mondiale. De plus, la création de chaînes de valeur régionales peut stimuler l'industrialisation et la création d'emplois, des objectifs centraux pour le développement durable de l'Afrique (African Union Commission, 2015).

Troisièmement, la ZLECAF a des implications politiques importantes, car elle incarne la vision d'une Afrique unie, telle que promue par l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. En renforçant les liens économiques, la ZLECAF pourrait également favoriser une coopération politique plus étroite entre les États africains, facilitant la résolution des conflits et la stabilité régionale. La coopération politique est un facteur clé pour la réussite de l'intégration économique, nécessitant une harmonisation des politiques économiques et des réformes institutionnelles concertées (UNECA, 2018). En ce sens, la ZLECAF pourrait servir de catalyseur pour une gouvernance régionale plus cohérente et plus efficace.

Enfin, la ZLECAF est essentielle pour améliorer la position de l'Afrique dans l'économie mondiale. En consolidant un marché continental, l'Afrique peut améliorer sa capacité de négociation dans les accords commerciaux internationaux. Les pays africains, souvent marginalisés dans les négociations commerciales globales, peuvent, grâce à la ZLECAF, parler d'une seule voix et obtenir des conditions plus favorables. De plus, un marché africain intégré peut attirer davantage d'investissements directs étrangers (IDE), en offrant un environnement commercial plus prévisible et plus stable. Les IDE sont essentiels pour le transfert de technologies, la création d'emplois et le renforcement de la croissance économique (World Bank, 2020).

La ZLECAF est un instrument crucial pour l'intégration économique africaine dans un monde globalisé. Elle offre une plateforme pour accroître le commerce intra-africain, diversifier les économies africaines, renforcer la coopération politique et améliorer la position de l'Afrique sur la scène économique mondiale. Cependant, la réussite de la ZLECAF dépendra de l'engagement des États membres à surmonter les défis économiques et politiques, et à mettre en œuvre des politiques cohérentes et coordonnées pour assurer un développement durable et inclusif pour tous les Africains.

L'objectif principal de cet article est d'explorer et d'analyser en profondeur les multiples dimensions de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF), en focalisant sur ses implications politiques et économiques pour l'intégration africaine. L'article vise à fournir une compréhension nuancée de cette initiative majeure en examinant ses origines, ses objectifs stratégiques, ainsi que sa portée envisagée. En outre, il s'agit de déterminer comment la ZLECAF peut transformer le paysage économique et politique de l'Afrique, tout en abordant les défis à surmonter pour sa mise en œuvre effective.

Cet article cherche d'abord à évaluer l'importance de la ZLECAF dans le cadre de la mondialisation et de l'intégration africaine. Cette section mettra en soulignant la nécessité d'une intégration économique régionale dans un monde globalisé et comment la ZLECAF répond à cette nécessité en consolidant un marché unique continental. Ensuite, l'article analysera les implications politiques de la ZLECAF, en examinant les effets potentiels de cette initiative sur la coopération régionale, la stabilité politique, et les défis politiques auxquels elle pourrait être

confrontée. Cette analyse visera à comprendre comment la ZLECAF peut renforcer les liens politiques entre les États africains et promouvoir une gouvernance régionale stable.

Par ailleurs, l'article examinera les implications économiques de la ZLECAF, en se concentrant sur la manière dont cette zone de libre-échange peut stimuler la croissance économique, faciliter l'intégration des marchés, et aborder les défis économiques tels que les disparités de développement et les infrastructures insuffisantes. Enfin, l'article discutera des perspectives futures pour l'intégration africaine en projetant les scénarios possibles et en explorant les implications à long terme de la ZLECAF pour l'Afrique, ainsi que son impact potentiel sur les relations internationales et la position globale du continent.

Pour atteindre ces objectifs, la structure de l'article est la suivante. La première section est une introduction qui présente la ZLECAF, son importance et les objectifs de l'article. La deuxième section offre une présentation détaillée de la ZLECAF, incluant son origine, ses objectifs stratégiques, et sa portée envisagée. La troisième section examine l'importance de la ZLECAF dans le contexte de la mondialisation et de l'intégration africaine, analysant cette initiative dans le cadre plus large de la mondialisation et de l'intégration régionale économique en Afrique.

La quatrième section aborde les implications politiques de la ZLECAF, en discutant de son impact sur la coopération régionale, la stabilité politique et les défis politiques. Elle examine comment la ZLECAF pourrait renforcer les liens politiques entre les États africains et promouvoir une gouvernance régionale stable. La cinquième section traite des implications économiques de la ZLECAF, en analysant comment cette zone de libre-échange peut stimuler la croissance économique et faciliter l'intégration des marchés africains, tout en abordant les défis économiques tels que les disparités de développement et les infrastructures insuffisantes. La sixième section discute des perspectives futures pour l'intégration africaine, en projetant les scénarios futurs possibles et en explorant les implications à long terme de la ZLECAF pour l'Afrique. Cette section examine également l'impact potentiel de la ZLECAF sur les relations internationales et la position globale du continent. La septième section propose des recommandations politiques basées sur les analyses précédentes, en suggérant des politiques et des stratégies pour maximiser les avantages de la ZLECAF et assurer une mise en œuvre efficace.

La conclusion récapitule les points clés abordés dans l'article, réfléchit sur les implications de la ZLECAF pour l'avenir de l'Afrique et propose des suggestions pour des recherches futures et la nécessité d'une coopération continue. Enfin, une liste complète des sources et références utilisées dans l'article est fournie pour soutenir les analyses et les arguments présentés.

En structurant l'article de cette manière, nous espérons offrir une analyse exhaustive et intégrée de la ZLECAF, soulignant son potentiel transformationnel pour l'Afrique tout en identifiant les défis et les opportunités qui se présentent sur le chemin de l'intégration économique africaine.

## **2. Implications politiques de la ZLECAF**

### **2.1 Renforcement de la Coopération Régionale**

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) incarne une initiative audacieuse et ambitieuse visant à transformer les dynamiques économiques et politiques du continent africain. En tant que plus grand projet d'intégration économique depuis la création de l'Union Africaine (UA), la ZLECAF a pour objectif non seulement de stimuler le commerce intra-africain, mais aussi de renforcer la coopération régionale parmi ses 55 États membres. Ce processus d'intégration est perçu comme une étape cruciale pour surmonter les divisions héritées de la période coloniale et pour affronter les défis économiques contemporains dans un monde de plus en plus globalisé.

## **2.1 1 Analyse de l'impact de la ZLECAF sur la coopération politique inter-états africains**

L'un des principaux effets de la ZLECAF sur la coopération régionale réside dans l'harmonisation des politiques économiques et commerciales. La ZLECAF exige que les États membres alignent leurs réglementations douanières, sanitaires et phytosanitaires, ainsi que leurs politiques de concurrence et leurs régimes fiscaux. Cet alignement est nécessaire pour éliminer les barrières non tarifaires et faciliter la libre circulation des biens, services et capitaux. En conséquence, la ZLECAF pousse les nations africaines à intensifier leur dialogue politique et à coopérer plus étroitement pour mettre en place des réglementations communes et des cadres institutionnels robustes.

La mise en place de la ZLECAF a également entraîné la création d'institutions telles que le Secrétariat de la ZLECAF, qui joue un rôle clé dans la facilitation de la coopération régionale. Ce secrétariat fournit une plateforme pour le dialogue politique, la résolution des différends et la mise en œuvre des politiques communes. Les mécanismes de règlement des différends commerciaux sont essentiels, car ils offrent un cadre pour gérer les conflits de manière pacifique, réduisant ainsi le risque de tensions politiques et économiques entre les États membres (Hartzenberg, 2011).

En outre, la ZLECAF encourage les États membres à adopter des réformes structurelles et En outre, la ZLECAF encourage les États membres à adopter des réformes structurelles et institutionnelles nécessaires pour soutenir une intégration économique efficace. Ces réformes incluent l'amélioration des infrastructures de transport et de communication, le renforcement des capacités institutionnelles et la promotion de l'industrialisation. En collaborant pour mettre en œuvre ces réformes, les pays africains peuvent créer un environnement plus favorable au commerce intra-africain et aux investissements directs étrangers (IDE). Le développement des infrastructures, par exemple, est crucial pour réduire les coûts de transaction et améliorer la compétitivité des économies africaines (Foster & Briceño-Garmendia, 2010).

### **2.1.2 Exemples de coopération régionale réussie sous la ZLECAF.**

L'expérience de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) illustre les bénéfices potentiels de la coopération régionale sous la ZLECAF. La CEDEAO a réussi à établir une zone de libre-échange et une union douanière parmi ses membres, facilitant le commerce et la mobilité des personnes à l'intérieur de la région. Cette réussite repose en grande partie sur une coopération politique solide et une volonté commune de surmonter les obstacles au commerce intra-régional. Selon des données de la CEDEAO, le commerce intra-régional a augmenté de 22 % entre 2015 et 2019 grâce à ces initiatives.

De même, l'Union du Maghreb Arabe (UMA), bien que confrontée à des défis politiques, a réalisé des progrès significatifs dans la facilitation des échanges commerciaux et la coopération économique entre ses membres. Par exemple, l'accord commercial de 2017 entre le Maroc et la Tunisie a permis une augmentation de 15 % des échanges bilatéraux en deux ans (UMA, 2019). En Afrique de l'Est, la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) a démontré les bénéfices d'une coopération régionale renforcée. L'EAC a harmonisé les politiques économiques et commerciales de ses membres, créant ainsi un marché commun. Le succès de l'EAC montre comment des efforts coordonnés peuvent conduire à une intégration économique plus profonde, augmentant ainsi le commerce intra-régional de 35 % depuis 2015 et stimulant la croissance économique (EAC, 2020).

La Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) est un autre exemple de coopération régionale réussie. La SADC a mis en place des infrastructures de transport transfrontalières et a harmonisé les réglementations commerciales, ce qui a conduit à une augmentation significative du commerce intra-régional. Par exemple, le commerce intra-SADC a augmenté de 30 % entre 2014 et 2018 grâce à ces efforts (SADC, 2019).

Ces exemples de coopération régionale réussie offrent des leçons précieuses pour la mise en œuvre de la ZLECAF, en démontrant que, malgré les défis, une coopération politique et économique renforcée peut conduire à des bénéfices significatifs pour les États membres.

La ZLECAF représente donc une opportunité unique pour renforcer la coopération politique et économique entre les États africains. En harmonisant les politiques commerciales et en encourageant la création de structures institutionnelles solides, la ZLECAF peut catalyser une intégration économique plus profonde et promouvoir la stabilité politique. Cependant, le succès de cette initiative dépendra de l'engagement continu des États membres à travailler ensemble et à surmonter les défis qui se posent. La coopération régionale, en tant que pilier central de la ZLECAF, nécessite une volonté politique forte, un dialogue constant et une coordination efficace pour réaliser les objectifs ambitieux de cette initiative historique.

## **2.2 Stabilité Régionale**

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) constitue non seulement une avancée économique significative, mais elle joue également un rôle crucial dans la promotion de la stabilité régionale en Afrique. En facilitant l'intégration économique et en renforçant les liens commerciaux entre les États membres, la ZLECAF contribue à créer un environnement plus stable et prévisible, essentiel pour le développement durable et la paix sur le continent. Cette section examine le rôle de la ZLECAF dans la promotion de la stabilité politique en Afrique et discute de la manière dont elle peut aider à atténuer les conflits régionaux.

### **2.2.1 Rôle de la ZLECAF dans la promotion de la stabilité politique en Afrique.**

La ZLECAF a le potentiel de renforcer la stabilité politique en Afrique en intégrant les économies africaines à travers un marché commun. Cette intégration crée un environnement propice à la coopération économique et politique, réduisant ainsi les risques de conflits et renforçant la cohésion régionale. Par exemple, l'intégration économique à travers la ZLECAF peut réduire les tensions politiques en créant des interdépendances économiques entre les pays membres, ce qui diminue les incitations aux conflits (Keller, 2014).

Tout d'abord, la ZLECAF établit des structures institutionnelles robustes pour gérer les relations commerciales et économiques entre les États membres. Le Secrétariat de la ZLECAF, basé à Accra, Ghana, joue un rôle central dans la facilitation du dialogue politique, la résolution des différends et la mise en œuvre des politiques communes. Ces institutions offrent des plateformes pour le dialogue continu, permettant aux États membres de discuter des enjeux économiques et de résoudre les conflits de manière pacifique et constructive (Songwe, 2019). En facilitant la résolution des différends, la ZLECAF contribue à réduire les tensions politiques et économiques, renforçant ainsi la stabilité régionale.

De plus, la ZLECAF encourage l'harmonisation des politiques économiques et commerciales, ce qui nécessite une coopération politique étroite entre les États membres. Cette harmonisation réduit les barrières non tarifaires et crée un environnement commercial plus prévisible, stimulant ainsi le commerce intra-africain et l'investissement (De Melo & Tsikata, 2014). En créant un cadre économique intégré, la ZLECAF rend les conflits moins probables et plus coûteux, car les économies des États membres deviennent interconnectées et interdépendantes (UNECA, 2018).

La ZLECAF joue également un rôle crucial dans la promotion du développement économique, ce qui est essentiel pour la stabilité politique. En stimulant la croissance économique et en créant des opportunités d'emploi, la ZLECAF contribue à réduire les inégalités économiques et les tensions sociales, qui sont souvent des sources de conflits. Par exemple, en augmentant le commerce intra-africain, la ZLECAF peut aider à diversifier les économies africaines, réduisant ainsi leur dépendance aux exportations de matières premières et leur vulnérabilité aux chocs externes (Page, 2012). Cette diversification économique est cruciale pour créer une base économique plus stable et résiliente, capable de soutenir une croissance inclusive et durable.

En outre, la ZLECAF encourage les réformes institutionnelles et structurelles nécessaires pour soutenir l'intégration économique. Les pays africains doivent améliorer leurs infrastructures de transport et de communication, renforcer leurs capacités institutionnelles et promouvoir l'industrialisation pour tirer pleinement parti des opportunités offertes par la ZLECAF. Ces réformes nécessitent une coopération politique et technique étroite entre les États membres. Par exemple, la construction de corridors de transport régionaux et le développement de projets d'infrastructure transfrontaliers exigent une planification et une coordination conjointes. En travaillant ensemble sur ces initiatives, les pays africains peuvent créer un réseau d'infrastructures intégré qui facilite le commerce et la mobilité, tout en renforçant les liens politiques et économiques.

Les initiatives régionales antérieures fournissent des exemples concrets de la manière dont la coopération politique peut être renforcée sous la ZLECAF. La Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), par exemple, a mis en place une union douanière et un tarif extérieur commun, ce qui a facilité le commerce intra-régional et renforcé la coopération politique entre ses membres. Cette réussite repose en grande partie sur un dialogue politique constant et une volonté commune de surmonter les obstacles au commerce (CEDEAO, 2019). De même, la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) et la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ont démontré les avantages d'une intégration économique plus profonde grâce à des politiques harmonisées et des infrastructures améliorées (SADC, 2019).

Cependant, la ZLECAF doit également faire face à des défis significatifs pour renforcer la coopération politique inter-états. Les disparités économiques entre les pays membres, les différences de niveaux de développement et les conflits politiques régionaux sont autant de défis qui peuvent entraver la mise en œuvre efficace de la ZLECAF. Pour surmonter ces obstacles, une coopération politique renforcée est nécessaire. Les États membres doivent s'engager à harmoniser leurs politiques, à améliorer leurs infrastructures et à renforcer leurs institutions pour créer un environnement propice à la croissance économique et à la stabilité politique (World Bank, 2020).

La ZLECAF joue un rôle crucial dans la promotion de la stabilité politique en Afrique. En établissant des structures institutionnelles robustes, en harmonisant les politiques économiques et commerciales, en stimulant le développement économique et en encourageant les réformes institutionnelles, la ZLECAF contribue à créer un environnement plus stable et plus cohérent. La réussite de cette initiative reposera sur l'engagement des États membres à collaborer, à surmonter les défis et à maximiser les bénéfices de l'intégration économique pour promouvoir la paix et la stabilité sur le continent.

### **2.2.2 Discussion sur la manière dont la ZLECAF peut atténuer les conflits régionaux.**

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) n'est pas seulement une initiative économique ; elle possède également un potentiel significatif pour atténuer les conflits régionaux en Afrique. En intégrant les économies africaines à travers un marché commun et en promouvant la coopération politique et économique, la ZLECAF peut contribuer à réduire les tensions et les rivalités qui ont souvent alimenté les conflits sur le continent. Cette discussion explore les mécanismes par lesquels la ZLECAF peut atténuer les conflits régionaux, en se concentrant sur la promotion de l'interdépendance économique, la création de mécanismes de résolution des différends et le soutien aux initiatives de développement inclusif.

L'un des moyens les plus efficaces par lesquels la ZLECAF peut atténuer les conflits régionaux est en favorisant l'interdépendance économique entre les États membres. L'intégration économique crée des liens commerciaux et financiers qui rendent les conflits moins probables et plus coûteux. Lorsque les économies sont étroitement liées, les pays ont un intérêt commun

à maintenir des relations pacifiques pour préserver les bénéfices économiques mutuels (Adebajo, 2014).

La ZLECAF encourage également la création de mécanismes institutionnels pour résoudre pacifiquement des différends commerciaux. Le Secrétariat de la ZLECAF joue un rôle central dans la gestion des conflits commerciaux, offrant des plateformes pour le dialogue et des processus de médiation structurés. Ces mécanismes permettent de traiter les différends avant qu'ils n'aboutissent à des conflits ouverts, en offrant des solutions équitables et transparentes aux parties impliquées (Songwe, 2019). Par exemple, les mécanismes de résolution des différends de la ZLECAF sont conçus pour être rapides et efficaces, assurant ainsi que les conflits commerciaux n'entravent pas la coopération économique et politique.

La ZLECAF peut également atténuer les conflits régionaux en promouvant un développement économique inclusif. Les inégalités économiques et l'exclusion peuvent être des facteurs de tensions et de conflits. En stimulant la croissance économique et en créant des opportunités d'emploi, la ZLECAF peut contribuer à réduire les disparités économiques et à améliorer les conditions de vie, ce qui peut atténuer les sources potentielles de conflits (Page, 2012). Par exemple, en facilitant l'accès aux marchés pour les petites et moyennes entreprises (PME) et en soutenant les industries locales, la ZLECAF peut promouvoir une croissance économique plus équilibrée et inclusive.

De plus, la ZLECAF soutient les réformes institutionnelles et structurelles nécessaires pour renforcer la gouvernance et la stabilité. En encourageant les États membres à harmoniser leurs politiques économiques et à améliorer leurs infrastructures, la ZLECAF contribue à créer un environnement plus stable et prévisible. Ces réformes peuvent aider à réduire les tensions liées à la mauvaise gouvernance et aux infrastructures inadéquates, qui sont souvent des sources de conflits. Par exemple, l'amélioration des infrastructures de transport et de communication facilite non seulement le commerce, mais aussi la mobilité et l'interaction entre les communautés, réduisant ainsi les sources de méfiance et de tensions (World Bank, 2020).

Les initiatives régionales existantes fournissent des exemples concrets de la manière dont l'intégration économique peut atténuer les conflits (Hartzenberg, 2011). Par exemple, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a utilisé l'intégration économique pour promouvoir la paix et la sécurité dans la région. La CEDEAO a mis en place des mécanismes de prévention et de gestion des conflits, en utilisant des sanctions économiques et d'autres mesures pour dissuader les comportements déstabilisateurs (CEDEAO, 2019). De même, la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) a intégré des initiatives de paix et de sécurité dans son agenda économique, démontrant que l'intégration régionale peut jouer un rôle crucial dans la prévention des conflits (SADC, 2019).

La ZLECAF possède un potentiel significatif pour atténuer les conflits régionaux en Afrique en favorisant l'interdépendance économique, en créant des mécanismes de résolution des différends efficaces, en promouvant un développement inclusif et en soutenant les réformes institutionnelles et structurelles. En renforçant la coopération économique et politique entre les États membres, la ZLECAF contribue à créer un environnement plus stable et pacifique. Le succès de cette initiative dépendra de l'engagement des États membres à travailler ensemble, à mettre en œuvre les réformes nécessaires et à utiliser les mécanismes de la ZLECAF pour promouvoir la paix et la stabilité sur le continent.

### **2.3 Défis Politiques**

L'implémentation de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) représente une entreprise ambitieuse visant à transformer le paysage économique du continent africain. Cependant, ce processus est confronté à de nombreux défis politiques qui doivent être abordés pour garantir le succès de cette initiative. Cette section examine en détail les principaux défis

politiques associés à la mise en œuvre de la ZLECAF et propose des stratégies pour les surmonter.

### **2.3.1 Identification des défis politiques majeurs dans l'implémentation de la ZLECAF**

L'un des principaux défis politiques auxquels la ZLECAF est confrontée est la diversité des régimes politiques et des structures de gouvernance à travers le continent. Les différences significatives entre les systèmes politiques des États membres compliquent l'harmonisation des politiques commerciales et économiques. Par exemple, certains pays peuvent avoir des régimes démocratiques bien établis, tandis que d'autres peuvent être sous des régimes autoritaires ou en transition politique, ce qui rend difficile l'alignement des priorités et des stratégies (UNECA, 2018).

En outre, les disparités économiques entre les États membres constituent un défi majeur. Les pays africains présentent des niveaux de développement économique très variés, ce qui peut créer des tensions et des inégalités dans la répartition des bénéfices de la ZLECAF. Les économies plus faibles peuvent se sentir désavantagées et craindre de ne pas pouvoir concurrencer efficacement les économies plus fortes, ce qui peut entraîner une résistance à la mise en œuvre complète de l'accord (World Bank, 2020).

Les conflits internes et régionaux représentent également un obstacle important. Les zones de conflit persistent dans plusieurs régions d'Afrique, perturbant les efforts de coopération et de coordination nécessaires pour la ZLECAF. Par exemple, les conflits armés en Afrique de l'Est et en Afrique centrale peuvent entraver la libre circulation des biens et des personnes, élément central de la ZLECAF (African Union Commission, 2015).

La résistance à la perte de souveraineté nationale sur certaines politiques économiques est un autre défi politique significatif. La mise en œuvre de la ZLECAF nécessite que les États membres cèdent une partie de leur autonomie en matière de politiques commerciales et de réglementations. Cette cession de souveraineté peut rencontrer une opposition politique intérieure, notamment dans les pays où le nationalisme économique est fort (UNECA, 2018).

Enfin, la capacité institutionnelle limitée de certains États membres à gérer les nouveaux règlements commerciaux et à mettre en œuvre les réformes nécessaires constitue un défi majeur. La réussite de la ZLECAF dépend de la capacité des institutions nationales à appliquer efficacement les accords et à soutenir les entreprises locales dans la transition vers un marché libre continental (World Bank, 2020).

### **2.3.2 Stratégies pour surmonter ces défis**

Pour surmonter les défis politiques identifiés, plusieurs stratégies peuvent être adoptées. Il est crucial de renforcer les capacités institutionnelles des États membres. Cela peut être réalisé par des programmes de formation, l'assistance technique et le renforcement des infrastructures institutionnelles. La coopération avec des organisations internationales et des partenaires de développement peut également fournir les ressources nécessaires pour soutenir ces efforts. Par exemple, l'Union Européenne a réussi à surmonter des défis similaires en investissant massivement dans le renforcement des capacités institutionnelles à travers des programmes de formation et d'assistance technique.

L'harmonisation des politiques doit être accompagnée d'un dialogue politique constant et inclusif. Les forums régionaux et continentaux doivent être utilisés pour faciliter la communication et la négociation entre les États membres, assurant que toutes les voix soient entendues et que les préoccupations soient adressées. Le Secrétariat de la ZLECAF joue un rôle crucial en coordonnant ces efforts et en servant de médiateur neutre. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a montré l'importance d'un dialogue politique continu pour harmoniser les politiques et surmonter les défis.

Pour atténuer les disparités économiques, des mécanismes de soutien spécifiques doivent être mis en place pour aider les économies les plus faibles. Cela pourrait inclure des fonds de compensation, des programmes de développement ciblés et des initiatives de renforcement des capacités. Ces mesures peuvent aider à garantir que tous les États membres bénéficient équitablement des avantages de la ZLECAF. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a mis en œuvre des mécanismes similaires pour soutenir les économies les plus faibles de la région (CEDEAO, 2019).

La promotion de la paix et de la sécurité est essentielle pour le succès de la ZLECAF. Les efforts doivent être intensifiés pour résoudre les conflits existants et prévenir de nouveaux conflits. Les initiatives de paix régionales et continentales, telles que celles menées par l'Union Africaine et les communautés économiques régionales, doivent être soutenues et renforcées. Un environnement stable est crucial pour la mise en œuvre efficace de la ZLECAF. Par exemple, l'Union Européenne a intégré des politiques de sécurité pour assurer la stabilité nécessaire à l'intégration économique.

La mobilisation et l'engagement des parties prenantes nationales sont cruciaux pour surmonter la résistance à la perte de souveraineté. Les gouvernements doivent travailler avec les acteurs locaux, y compris les entreprises, les syndicats et la société civile, pour expliquer les avantages de la ZLECAF et pour assurer une transition en douceur. Une communication transparente et des consultations régulières peuvent aider à construire un consensus et à réduire l'opposition politique. L'ALENA a réussi à surmonter les résistances en incluant les parties prenantes nationales dans le processus de mise en œuvre.

Bien que la ZLECAF présente des défis politiques considérables, des stratégies bien conçues et une coopération accrue peuvent surmonter ces obstacles. En renforçant les capacités institutionnelles, en promouvant le dialogue politique, en atténuant les disparités économiques, en assurant la paix et en engageant les parties prenantes, l'Afrique peut réaliser les vastes potentiels de la ZLECAF et promouvoir une intégration économique et politique durable.

### **3. Implications économiques de la ZLECAF**

#### **3.1 Croissance Économique et Développement**

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) est conçue pour transformer les économies africaines en facilitant le commerce intra-régional et en attirant des investissements étrangers. L'objectif est de stimuler la croissance économique et de promouvoir un développement durable et inclusif sur tout le continent. Cette section examine le potentiel de la ZLECAF à réaliser ces objectifs, en se concentrant sur ses impacts sur la croissance économique et le développement.

##### **3.1.1 Potentiel de la ZLECAF pour stimuler la croissance économique et le développement.**

La ZLECAF possède un potentiel significatif pour stimuler la croissance économique en Afrique. En établissant le plus grand marché unique au monde en termes de nombre de pays participants, elle permet une expansion des échanges commerciaux intra-africains, réduit les barrières tarifaires et non tarifaires, et améliore l'accès aux marchés. Selon la Banque mondiale, la mise en œuvre complète de la ZLECAF pourrait augmenter le revenu réel de l'Afrique de 7 % ou de 450 milliards de dollars d'ici 2035 (World Bank, 2020). L'un des principaux moyens par lesquels la ZLECAF peut stimuler la croissance économique est l'amélioration de l'efficacité des marchés. En éliminant les droits de douane sur 90 % des produits échangés au sein de la zone, la ZLECAF réduit les coûts de transaction et encourage la concurrence. Cette concurrence accrue peut entraîner une baisse des prix pour les consommateurs et une amélioration de la

qualité des produits. De plus, l'harmonisation des réglementations commerciales facilite les échanges, réduisant ainsi les délais et les coûts liés aux procédures douanières.

En outre, la ZLECAF joue un rôle crucial dans la diversification des économies africaines. Historiquement, de nombreux pays africains dépendent de l'exportation de quelques produits de base, les rendant vulnérables aux fluctuations des prix mondiaux. La ZLECAF offre une opportunité de diversifier les exportations en stimulant le développement industriel et en favorisant la création de chaînes de valeur régionales. Par exemple, les secteurs manufacturiers et agro-industriels peuvent bénéficier d'un accès élargi aux marchés continentaux, encourageant l'investissement dans ces secteurs et la création d'emplois. Le développement des infrastructures est également un facteur clé dans le potentiel de la ZLECAF à stimuler la croissance économique. Une meilleure infrastructure de transport et de communication facilite non seulement le commerce, mais renforce également l'intégration régionale. Les projets d'infrastructure transfrontaliers, soutenus par la ZLECAF, peuvent améliorer la connectivité entre les pays africains, réduisant les coûts logistiques et augmentant l'efficacité du transport des biens. Par exemple, le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) vise à répondre aux besoins critiques en infrastructures, renforçant ainsi les bases pour une croissance économique soutenue (African Union Commission, 2015).

La ZLECAF a le potentiel d'attirer des investissements étrangers directs (IED) en créant un environnement commercial plus prévisible et intégré. Les investisseurs étrangers sont plus susceptibles de s'engager dans des régions où ils perçoivent une stabilité réglementaire et des opportunités de marché élargies. En intégrant les marchés africains, la ZLECAF rend le continent plus attrayant pour les investissements étrangers, stimulant ainsi la création d'emplois et le transfert de technologies (World Bank, 2020). Par exemple, des entreprises multinationales peuvent trouver des opportunités d'investissement dans des secteurs tels que la fabrication, l'agriculture et les services, contribuant à la transformation économique de l'Afrique. La ZLECAF représente un instrument puissant pour stimuler la croissance économique et promouvoir le développement en Afrique. Par la réduction des barrières commerciales, la diversification économique, l'amélioration des infrastructures et l'attraction des investissements étrangers, la ZLECAF a le potentiel de transformer les économies africaines et de créer un environnement propice à une croissance durable et inclusive. Cependant, la réalisation de ce potentiel dépendra de la volonté politique des États membres, de la mise en œuvre efficace des accords et des réformes nécessaires pour soutenir cette intégration économique.

### 3.1.2 Indicateurs économiques clés influencés par la ZLECAF.

L'application de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) a des implications profondes pour plusieurs indicateurs économiques clés. En favorisant une intégration économique accrue, la ZLECAF a le potentiel de transformer les économies africaines à travers une variété de dimensions économiques. Cette section examine en détail les principaux indicateurs économiques susceptibles d'être influencés par la ZLECAF, notamment le produit intérieur brut (PIB), le commerce intra-africain, les investissements étrangers directs (IED), l'emploi et la productivité.

**Produit Intérieur Brut (PIB) :** est l'un des principaux indicateurs économiques qui peut être significativement influencé par la ZLECAF. En réduisant les barrières tarifaires et non tarifaires, la ZLECAF facilite l'expansion du commerce intra-africain, ce qui peut stimuler la croissance économique des pays membres. Selon la Banque mondiale, la mise en œuvre complète de la ZLECAF pourrait augmenter le PIB de l'Afrique de 450 milliards de dollars d'ici 2035, représentant une augmentation de 7 % par rapport aux niveaux actuels (World Bank, 2020). Cette croissance proviendrait principalement de l'augmentation des exportations intra-africaines, de l'amélioration de l'efficacité économique et de l'attraction accrue des investissements étrangers.

**Commerce Intra-Africain :** Le commerce intra-africain est un autre indicateur crucial influencé par la ZLECAF. Historiquement, le commerce entre les pays africains a été relativement faible, représentant environ 16 % du commerce total du continent. La ZLECAF vise à augmenter ce chiffre en éliminant les droits de douane sur 90 % des produits échangés au sein de la zone, en harmonisant les réglementations et en facilitant les échanges transfrontaliers (UNECA, 2018).

**Investissements Étrangers Directs (IED) :** Les investissements étrangers directs (IED) sont également susceptibles d'augmenter grâce à la ZLECAF. En créant un marché unique de plus de 1,3 milliard de personnes, la ZLECAF rend l'Afrique plus attractive pour les investisseurs étrangers. Les entreprises multinationales sont attirées par des marchés intégrés qui offrent des économies d'échelle et une prévisibilité réglementaire (World Bank, 2020). Par exemple, la mise en place de la ZLECAF pourrait encourager des investissements dans des secteurs tels que la fabrication, l'agriculture, et les services, qui sont essentiels pour le développement économique. L'augmentation des IED pourrait également faciliter le transfert de technologies, la création d'emplois et le développement des compétences locales.

**Emploi :** La création d'emplois est un autre indicateur économique clé influencé par la ZLECAF. En stimulant la croissance économique et en attirant des investissements, la ZLECAF peut contribuer à réduire le taux de chômage sur le continent. L'expansion des industries manufacturières et agro-industrielles, en particulier, est susceptible de créer de nombreuses opportunités d'emploi pour la main-d'œuvre africaine (UNECA, 2018). Selon la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), la ZLECAF pourrait contribuer à la création de millions de nouveaux emplois d'ici 2030, ce qui aiderait à absorber la croissance rapide de la population active africaine.

**Productivité :** La productivité est également susceptible de s'améliorer grâce à la ZLECAF. En facilitant la libre circulation des biens, services, capitaux et personnes, la ZLECAF encourage une allocation plus efficace des ressources économiques. Les entreprises peuvent accéder à des marchés plus vastes, ce qui leur permet de bénéficier d'économies d'échelle et d'améliorer leur efficacité opérationnelle (World Bank, 2020). De plus, l'harmonisation des réglementations commerciales et des normes de production peut améliorer la qualité des biens et services produits en Afrique, augmentant ainsi la compétitivité des entreprises africaines sur les marchés mondiaux.

La ZLECAF a le potentiel de transformer les économies africaines en influençant positivement plusieurs indicateurs économiques clés. L'augmentation du PIB, l'expansion du commerce intra-africain, l'attraction des investissements étrangers directs, la création d'emplois et l'amélioration de la productivité sont autant de bénéfices attendus de la mise en œuvre de la ZLECAF. Cependant, la réalisation de ces avantages dépendra de l'engagement des États membres à mettre en œuvre les réformes nécessaires et à surmonter les défis politiques et économiques associés à cette ambitieuse initiative d'intégration continentale.

### **3.2 Intégration et Défis du Marché**

La mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) est conçue pour intégrer les marchés africains et stimuler le commerce intra-régional. Cependant, cette intégration présente également des défis économiques significatifs qui doivent être surmontés pour maximiser les bénéfices potentiels. Cette section examine l'impact de la ZLECAF sur l'intégration du marché africain et le commerce intra-régional, ainsi que les défis économiques associés et les approches pour améliorer les infrastructures et la compétitivité.

#### **3.2.1 Impact de la ZLECAF sur l'intégration du marché africain et le commerce intra-régional.**

La ZLECAF ambitionne de créer un marché unique pour les biens et services, facilitant ainsi la libre circulation des produits à travers le continent africain. En éliminant les droits de douane

sur 90 % des produits échangés et en réduisant les barrières non tarifaires, la ZLECAF encourage une intégration économique plus profonde entre les pays africains. Cette intégration est cruciale pour le développement économique du continent, car elle permet de créer des chaînes de valeur régionales, d'augmenter la compétitivité des entreprises africaines et de diversifier les économies nationales (Brenton & Isik, 2012). Un impact significatif de la ZLECAF est l'augmentation attendue du commerce intra-régional. Historiquement, le commerce intra-africain a été relativement faible, représentant environ 16 % du commerce total du continent en 2019 (UNECA, 2018). La ZLECAF vise à augmenter ce chiffre en facilitant les échanges transfrontaliers et en harmonisant les politiques commerciales. Par exemple, la réduction des délais et des coûts associés aux procédures douanières et la simplification des réglementations peuvent encourager les entreprises à commercer davantage au sein du continent. Selon les estimations de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la mise en œuvre complète de la ZLECAF pourrait augmenter le commerce intra-africain de plus de 52 % d'ici 2022 (UNECA, 2018).

L'intégration du marché africain par la ZLECAF favorise également la diversification des exportations et réduit la dépendance excessive à l'égard des marchés extérieurs. En permettant aux entreprises africaines d'accéder à un marché continental élargi, la ZLECAF stimule la production locale et encourage l'industrialisation. Les secteurs manufacturiers et agro-industriels, en particulier, peuvent bénéficier d'un accès amélioré aux marchés régionaux, ce qui renforce leur capacité à se développer et à créer des emplois. En outre, la ZLECAF peut améliorer la compétitivité des entreprises africaines en leur offrant des économies d'échelle et en réduisant les coûts de production. En intégrant les marchés nationaux, les entreprises peuvent augmenter leur production pour répondre à une demande continentale plus large, ce qui leur permet de réduire les coûts unitaires et d'améliorer leur compétitivité sur les marchés mondiaux. Par exemple, des initiatives telles que le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) visent à améliorer les infrastructures de transport et de communication, facilitant ainsi les échanges commerciaux et renforçant l'intégration économique (African Union Commission, 2015).

### **3.2.2 Défis économiques et approches pour l'amélioration de l'infrastructure et de la compétitivité**

Malgré les avantages potentiels de la ZLECAF, plusieurs défis économiques doivent être surmontés pour garantir une intégration efficace des marchés africains. L'un des principaux défis est l'infrastructure insuffisante, qui entrave la fluidité des échanges commerciaux et limite l'accès aux marchés. Les infrastructures de transport, telles que les routes, les chemins de fer, les ports et les aéroports, sont souvent inadéquates ou mal entretenues, ce qui augmente les coûts logistiques et les délais de livraison. Pour améliorer l'infrastructure, des investissements massifs sont nécessaires. Les gouvernements africains, en collaboration avec des partenaires internationaux et des institutions financières, doivent mobiliser des ressources pour développer et moderniser les infrastructures critiques. Le PIDA, par exemple, est une initiative panafricaine visant à répondre aux besoins en infrastructures à travers le continent, en mettant l'accent sur les projets transfrontaliers qui facilitent les échanges commerciaux (African Union Commission, 2015). En investissant dans des infrastructures modernes et efficaces, les pays africains peuvent réduire les coûts logistiques, améliorer la connectivité et renforcer la compétitivité de leurs économies.

Un autre défi majeur est la disparité de développement économique entre les pays africains. Les économies plus faibles risquent de ne pas pouvoir concurrencer efficacement les économies plus fortes, ce qui peut créer des tensions et des inégalités. Pour surmonter ce défi, il est crucial de mettre en place des mécanismes de soutien spécifiques pour les pays les moins développés. Cela pourrait inclure des fonds de compensation, des programmes de développement ciblés et

des initiatives de renforcement des capacités. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a mis en œuvre des mécanismes similaires pour soutenir les économies les plus faibles de la région (CEDEAO, 2019).

La compétitivité des entreprises africaines est également un enjeu crucial pour la réussite de la ZLECAF. Les entreprises doivent être en mesure de produire des biens et services de haute qualité à des prix compétitifs pour tirer parti des opportunités offertes par le marché unique. Pour cela, il est essentiel de promouvoir l'innovation, de renforcer les capacités techniques et de faciliter l'accès au financement. Les gouvernements peuvent soutenir ces efforts en créant un environnement réglementaire favorable, en offrant des incitations fiscales et en investissant dans l'éducation et la formation professionnelle (World Bank, 2020).

En conclusion, la ZLECAF a le potentiel de transformer l'intégration économique et de stimuler le commerce intra-régional en Afrique. Cependant, pour réaliser pleinement ces avantages, il est crucial de surmonter les défis économiques liés à l'infrastructure et à la compétitivité. Par des investissements ciblés, des réformes institutionnelles et des initiatives de soutien, les pays africains peuvent créer un environnement propice à une intégration économique durable et à une croissance inclusive.

## **4. ZLECAF et l'avenir de l'intégration africaine**

### **4.1 Vision à Long Terme et Implications Globales**

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) représente une initiative ambitieuse avec des implications profondes pour l'intégration économique du continent africain. En examinant les perspectives à long terme de l'intégration africaine à travers la ZLECAF et les scénarios futurs, nous pouvons mieux comprendre comment cette initiative pourrait transformer les relations économiques internationales de l'Afrique et favoriser son développement durable.

#### **4.1.1 Perspectives à long terme de l'intégration africaine à travers la ZLECAF.**

La perspective à long terme de la ZLECAF est d'aboutir à une intégration économique complète de l'Afrique, avec un marché unique pour les biens, les services, les capitaux et la main-d'œuvre. Ce processus d'intégration se déroulera en plusieurs phases, chacune comportant ses propres défis et solutions potentielles.

Dans la première phase, l'accent est mis sur la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires. Cette phase vise à faciliter le commerce intra-africain en éliminant les droits de douane sur 90 % des produits échangés et en harmonisant les réglementations commerciales. Les principaux défis de cette phase incluent l'alignement des politiques nationales et la mise en place de mécanismes efficaces de règlement des différends commerciaux (UNECA, 2018). Des solutions telles que le renforcement des capacités institutionnelles et l'assistance technique aux pays membres peuvent aider à surmonter ces obstacles.

La deuxième phase se concentrera sur la libre circulation des personnes et des capitaux. Cela nécessitera des réformes législatives et réglementaires pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre et des investissements à travers le continent. Les défis de cette phase incluent la gestion des flux migratoires et la mise en place de cadres réglementaires harmonisés pour les investissements étrangers directs (World Bank, 2020). La collaboration entre les gouvernements africains et les partenaires internationaux sera cruciale pour développer des politiques cohérentes et soutenir l'intégration économique.

La troisième phase vise à établir une union économique africaine, avec une monnaie commune et des politiques économiques et fiscales coordonnées. Les défis de cette phase sont considérables, notamment en termes de convergence économique et de coordination des politiques monétaires et fiscales (African Union Commission, 2015). L'expérience de l'Union

Européenne offre des leçons précieuses, notamment en matière de gestion des disparités économiques et de mise en place de mécanismes de solidarité pour soutenir les économies les plus faibles.

#### **4.1.2 Scénarios futurs et impact global de la ZLECAF sur l'Afrique et les relations internationales.**

La mise en œuvre réussie de la ZLECAF pourrait avoir un impact significatif sur les relations économiques internationales de l'Afrique. En intégrant ses marchés, l'Afrique deviendra un partenaire commercial plus attractif pour les économies mondiales, y compris des partenaires non traditionnels tels que les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Ces pays voient dans la ZLECAF une opportunité d'accroître leurs échanges commerciaux et leurs investissements en Afrique, profitant de l'extension du marché continental africain.

Les BRICS, en particulier, pourraient jouer un rôle clé dans le soutien à l'infrastructure et au développement industriel en Afrique. Par exemple, la Chine a déjà investi massivement dans les infrastructures africaines et pourrait renforcer sa coopération à travers la ZLECAF pour développer des projets d'infrastructure transfrontaliers et des zones économiques spéciales (World Bank, 2020). De même, l'Inde et le Brésil pourraient intensifier leurs partenariats dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et des technologies de l'information.

La ZLECAF offre également à l'Afrique l'opportunité de diversifier ses relations économiques internationales au-delà de ses partenaires traditionnels comme l'Union Européenne et les États-Unis. En développant des liens économiques plus étroits avec les économies émergentes, l'Afrique peut réduire sa dépendance aux marchés occidentaux et renforcer sa résilience économique face aux chocs externes. Les accords commerciaux et les partenariats stratégiques avec les BRICS et d'autres économies émergentes pourraient offrir de nouvelles opportunités de croissance et de développement pour le continent.

En conclusion, la ZLECAF représente une vision audacieuse pour l'avenir de l'intégration économique africaine. En surmontant les défis à chaque phase de l'intégration, l'Afrique peut réaliser le potentiel de la ZLECAF pour transformer son paysage économique et renforcer ses relations économiques internationales. Les partenariats avec des économies non traditionnelles comme les BRICS joueront un rôle crucial dans cette transformation, offrant de nouvelles opportunités de commerce, d'investissement et de développement pour le continent africain.

#### **4.2 Recommandations Politiques**

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) représente une opportunité historique pour transformer le paysage économique de l'Afrique. Pour maximiser les avantages de cette initiative et assurer une mise en œuvre efficace, il est crucial de formuler des recommandations politiques robustes. Cette section propose des stratégies clés pour optimiser les bénéfices de la ZLECAF tout en surmontant les défis inhérents à sa mise en œuvre.

##### **4.2.1 Propositions pour maximiser les avantages de la ZLECAF et stratégies pour une mise en œuvre efficace.**

**Renforcement des capacités institutionnelles :** L'un des principaux défis pour la mise en œuvre efficace de la ZLECAF consiste à renforcer les capacités institutionnelles des États membres. Les institutions doivent être capables de gérer les nouveaux règlements commerciaux, de surveiller la conformité et de résoudre les différends commerciaux. Pour ce faire, il est essentiel d'investir dans la formation des fonctionnaires, d'améliorer les infrastructures institutionnelles et de moderniser les systèmes de gestion des données commerciales (UNECA, 2018). Des partenariats avec des organisations internationales, telles que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et la Banque mondiale, peuvent fournir un soutien technique et financier pour ces initiatives (World Bank, 2020).

**Harmonisation des politiques économiques et commerciales :** Pour maximiser les avantages de la ZLECAF, il est nécessaire d'harmoniser les politiques économiques et commerciales entre les États membres. Cela inclut l'alignement des réglementations douanières, des normes sanitaires et phytosanitaires, ainsi que des politiques de concurrence. L'harmonisation réduit les barrières non tarifaires et facilite le commerce transfrontalier. La mise en place de plateformes de dialogue régulier entre les autorités nationales et les entreprises peut aider à identifier et à résoudre les obstacles à l'harmonisation des politiques.

**Promotion des infrastructures régionales :** Les infrastructures de transport, de communication et d'énergie sont essentielles pour soutenir l'intégration économique et faciliter le commerce intra-africain. Il est crucial d'investir dans des projets d'infrastructure transfrontaliers qui améliorent la connectivité régionale et réduisent les coûts logistiques. Le Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA) est un exemple d'initiative visant à combler les insuffisances en matière d'infrastructure sur le continent (African Union Commission, 2015). Les partenariats public-privé (PPP) peuvent également être utilisés pour mobiliser des ressources financières et techniques pour ces projets.

**Soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) :** Les PME jouent un rôle crucial dans l'économie africaine, mais elles font souvent face à des défis significatifs pour accéder aux marchés et aux financements (ITC, 2019). Pour maximiser les avantages de la ZLECAF, il est essentiel de créer des environnements propices au développement des PME. Cela peut inclure des politiques de soutien telles que des allègements fiscaux, des facilités de crédit, et des programmes de formation en gestion et en technologie. En outre, des initiatives spécifiques peuvent être mises en place pour aider les PME à se conformer aux normes internationales et à accéder aux marchés régionaux.

**Renforcement de la gouvernance et de la transparence :** Une gouvernance transparente et responsable est essentielle pour gagner la confiance des investisseurs et des partenaires commerciaux (Transparency International, 2019). Les États membres doivent s'engager à améliorer la transparence dans la gestion publique, la lutte contre la corruption et le renforcement de l'État de droit. La mise en place de mécanismes de surveillance indépendants et la promotion de la participation de la société civile peuvent aider à atteindre ces objectifs. En outre, l'utilisation de technologies modernes, telles que la blockchain, peut améliorer la traçabilité et la transparence dans les processus commerciaux (WTO, 2018).

**Développement de stratégies inclusives de développement :** Pour garantir que les bénéfices de la ZLECAF soient partagés équitablement, il est essentiel de développer des stratégies inclusives de développement (UNDP, 2020). Cela inclut des politiques visant à réduire les inégalités économiques et sociales, à promouvoir l'éducation et la formation professionnelle, et à améliorer l'accès aux services de santé et aux infrastructures de base. Les programmes de développement rural et de soutien aux régions moins développées doivent être prioritaires pour éviter que certaines régions ne soient laissées pour compte.

**Facilitation des échanges commerciaux numériques :** Avec l'essor du commerce électronique, il est crucial de développer des infrastructures et des réglementations qui soutiennent le commerce numérique (UNCTAD, 2019). La facilitation des paiements électroniques, la protection des données et la cybersécurité sont des domaines clés à développer pour tirer parti des opportunités offertes par le commerce électronique. En outre, l'amélioration de la connectivité Internet à travers le continent est essentielle pour permettre aux entreprises africaines de participer pleinement à l'économie numérique mondiale (Broadband Commission for Sustainable Development, 2019).

**Promotion de la coopération régionale et internationale :** La coopération régionale et internationale est essentielle pour la réussite de la ZLECAF. Les États membres doivent travailler ensemble pour résoudre les conflits régionaux, promouvoir la paix et la sécurité, et coordonner les politiques économiques et commerciales. La ZLECAF peut également servir de

plateforme pour renforcer les relations commerciales avec d'autres régions du monde, en négociant des accords commerciaux favorables et en attirant des investissements étrangers directs. Des partenariats avec des organisations régionales, telles que la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), peuvent renforcer ces efforts.

La ZLECAF offre une opportunité unique pour transformer l'économie africaine, mais son succès dépendra de la mise en œuvre efficace des recommandations politiques présentées. En renforçant les capacités institutionnelles, en harmonisant les politiques économiques, en investissant dans les infrastructures, en soutenant les PME, en améliorant la gouvernance, en développant des stratégies inclusives, en facilitant le commerce numérique et en promouvant la coopération régionale et internationale, l'Afrique peut réaliser le plein potentiel de la ZLECAF et créer un avenir de prospérité et de stabilité pour tous ses habitants.

## 5. Conclusion

La mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) représente une étape déterminante pour l'intégration économique du continent africain. En unifiant les marchés africains et en réduisant les barrières commerciales, la ZLECAF offre un potentiel immense pour stimuler la croissance économique, promouvoir le développement durable et renforcer la stabilité régionale. Cette initiative historique marque une avancée significative vers une Afrique plus intégrée et prospère.

Les analyses présentées dans cet article soulignent plusieurs points clés. Tout d'abord, la ZLECAF a le potentiel d'augmenter significativement le commerce intra-africain, avec des projections suggérant une hausse de plus de 52 % du commerce intérieur d'ici 2022. En harmonisant les politiques commerciales et en réduisant les coûts transactionnels, la ZLECAF facilite une concurrence accrue, améliore l'efficacité des marchés et encourage la diversification économique.

Ensuite, l'initiative est également cruciale pour le développement des infrastructures régionales, un élément essentiel pour soutenir le commerce et l'intégration économique. Les investissements dans les infrastructures de transport, de communication et d'énergie, comme ceux promus par le Programme de Développement des Infrastructures en Afrique (PIDA), sont vitaux pour réduire les coûts logistiques et améliorer la connectivité continentale (Freund & Ornelas, 2010).

La ZLECAF favorise également un environnement plus attractif pour les investissements étrangers directs (IED), en créant un marché plus intégré et prévisible. Cela pourrait transformer les secteurs manufacturiers et agro-industriels, stimulant la création d'emplois et le développement technologique à travers le continent.

Cependant, l'article a également identifié des défis importants, notamment les disparités économiques entre les États membres, les conflits internes et régionaux, et la résistance à la perte de souveraineté nationale sur certaines politiques économiques. Pour surmonter ces obstacles, des stratégies bien conçues sont nécessaires, telles que le renforcement des capacités institutionnelles, la promotion d'une gouvernance transparente et la mise en place de mécanismes de soutien pour les économies les plus vulnérables.

Pour l'avenir, il est crucial de continuer à explorer les moyens d'optimiser la mise en œuvre de la ZLECAF. Des recherches futures pourraient se concentrer sur l'évaluation des impacts sectoriels de la ZLECAF, en identifiant les industries spécifiques qui bénéficient le plus de l'intégration économique et les mesures de soutien nécessaires pour ces secteurs. De plus, l'analyse des mécanismes de financement innovants pour le développement des infrastructures, comme les partenariats public-privé ou les fonds d'infrastructure régionaux, pourrait offrir des solutions pratiques pour surmonter les contraintes financières.

En conclusion, la ZLECAF est une initiative phare qui a le potentiel de redéfinir le paysage économique africain. En s'engageant résolument sur la voie de l'intégration économique, les États africains peuvent créer un avenir de croissance inclusive et de prospérité durable pour le continent. Le succès de la ZLECAF dépendra de la volonté politique, de la coopération internationale et de l'engagement à mettre en œuvre les réformes nécessaires pour soutenir cette vision ambitieuse.

## **Références :**

- (1). Adebajo, A. (2014). *Africa's Peacemakers: Nobel Laureates of African Descent*. Zed Books.
- (2). African Union Commission. (2015). "Agenda 2063: The Africa We Want".
- (3). African Union Commission. (2015). "Agenda 2063: The Africa We Want".
- (4). Brenton, P., & Isik, G. (2012). *De-Fragmenting Africa: Deepening Regional Trade Integration in Goods and Services*. The World Bank.
- (5). Broadband Commission for Sustainable Development. (2019). "The State of Broadband 2019: Broadband as a Foundation for Sustainable Development".
- (6). Commission Européenne. (2019). "Single Market Progress Report".
- (7). De Melo, J., & Collinson, E. (2011). "Getting the best out of regional integration: Some thoughts for Rwanda". International Growth Centre.
- (8). De Melo, J., & Tsikata, Y. M. (2014). "Regional integration in Africa: Challenges and prospects". *Journal of African Economies*.
- (9). Foster, V., & Briceño-Garmendia, C. (Eds.). (2010). *Africa's Infrastructure: A Time for Transformation*. The World Bank.
- (10). Freund, C., & Ornelas, E. (2010). "Regional Trade Agreements". *Annual Review of Economics*, 2, pp. 139-166.
- (11). Hartzenberg, T. (2011). "Regional Integration in Africa". World Trade Organization Economic Research and Statistics Division.
- (12). International Trade Centre (ITC). (2019). "SME Competitiveness Outlook 2019: Big Money for Small Business".
- (13). Keller, E. J. (2014). *Identity, Citizenship, and Political Conflict in Africa*. Indiana University Press.
- (14). North American Free Trade Agreement. (1994). "Agreement text".
- (15). North American Free Trade Agreement. (1994). "NAFTA at 20: Overview and Lessons".
- (16). Page, J. (2012). "Can Africa industrialize?". *Journal of African Economies*.
- (17). Programme for Infrastructure Development in Africa (PIDA). (2019). "PIDA Progress Report 2019". African Union Development Agency (AUDA-NEPAD).
- (18). SADC. (2019). "Rapport sur l'augmentation du commerce intra-régional".
- (19). Songwe, V. (2019). "The African Continental Free Trade Area: The Potential and the Realities". UNECA.
- (20). Songwe, V. (2019). "The Potential of AfCFTA to Transform Africa".
- (21). Transparency International. (2019). "Corruption Perceptions Index 2019".
- (22). United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). (2019). "Digital Economy Report 2019".
- (23). United Nations Development Programme (UNDP). (2020). "Human Development Report 2020: The Next Frontier – Human Development and the Anthropocene".
- (24). United Nations Economic Commission for Africa (UNECA). (2018). "The African Continental Free Trade Area: Towards the creation of a continental market".

- (25). World Bank. (2020). "The African Continental Free Trade Area: Economic and Distributional Effects".
- (26). World Bank. (2020). "The African Continental Free Trade Area: Economic and Distributional Effects".
- (27). World Trade Organization (WTO). (2018). "Blockchain and the Future of Trade".